

Situation dramatique au camp de Lesbos

Après l'incendie de leur centre d'accueil sur l'île grecque, des milliers de migrants sont encore plus précarisés.

ALEXIA KEFALAS [@alexiakefalas](#)
ATHÈNES

IMMIGRATION On l'appellait « la jungle », où le « camp de la honte ». Certains le comparaient à un purgatoire où les exilés, dont beaucoup d'enfants, ne disposaient ni de lit, ni de toilettes et encore moins d'accès à l'électricité. Le centre d'accueil de migrants et réfugiés de Moria, sur l'île de Lesbos, qui a été ravagé par un incendie mercredi matin, était tristement célèbre pour les conditions insalubres dans lesquelles vivaient des milliers de personnes. D'une capacité de 3 000 places, Moria en accueillait quatre fois plus, et sans doute près de 20 000 personnes en quête d'Europe s'y entassaient.

Le rêve d'un jour meilleur se transformait en cauchemar à chaque seconde. La nuit, outre le froid, la peur régnait : prostitution, viols, enlèvements de mineurs, trafic de drogue, et violences en tout genre rythmaient le quotidien des réfugiés, selon les ONG présentes sur place. Les tentatives de suicide, dont des pendaisons d'adolescents, étaient aussi fréquentes que les rixes entre migrants et les petits incendies. Une fillette a ainsi perdu la vie, il y a

quelques mois, dans un conteneur qui avait brûlé.

Selon les premiers éléments de l'enquête, c'est ainsi que, mercredi à l'aube, les flammes attisées par les vents violents, force 7 à 8 selon l'échelle de Beaufort, auraient ravagé ce camp, à plus de 90 %, et les oliviers à perte de vue qui l'entouraient. Cinq exilés auraient été testés positifs au Covid-19, la veille, mais refusant d'être placés en quarantaine, selon des sources officielles. Des échauffourées auraient alors dégénéré jusqu'au départ de feu. Puis les flammes ont tout emporté : les milliers de préfabriqués, la clinique, les 3 000 tentes, et même celles isothermiques du Haut-Commissariat aux réfugiés. Le pire est que dans la soirée, un nouveau départ de feu s'est déclenché.

« La situation était déjà explosive depuis plusieurs mois et notamment avec la crise du Covid-19, en mars, où le camp a été mis en quarantaine. La vie y était intenable, tout comme dans les autres camps des îles, situées face à la Turquie », déplore Marc-Antoine Pineau, de l'ONG Just Action. Alerté par ses collègues en pleine nuit, il n'a pas pu se rendre sur place, mais estime que le problème migratoire n'est pas terminé pour autant avec la fin du

camp de Moria, et ce même si le centre n'est plus aujourd'hui qu'un tas de cendres.

« Les réfugiés veulent être transférés à Athènes pour rejoindre d'autres pays européens, en espérant trouver un avenir plus humain, mais ils risquent d'être, à nouveau, déçus », ajoute l'humanitaire. Le gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis estime, en effet, qu'un transfert de ces réfugiés vers Athènes ne résoudrait pas le problème. Les quelque 12 700 résidents ont passé la nuit dans des tentes distribuées par les autorités. Deux ministres, ainsi que leurs équipes, ont été dépêchés sur l'île depuis mercredi, pour évaluer la situation et tenter de trouver des centres d'hébergement à Mytilène. La Commission européenne s'est engagée à prendre en charge le transfert de 400 mineurs non ac-

Le centre de Moria, tel que nous le connaissons, ne peut continuer à exister ou être reconstruit à l'identique

NOTIS MITARAKIS,
MINISTRE GREC
DE L'IMMIGRATION

compagnés vers Athènes, mais les ONG estiment que cela ne suffit pas alors, que les autres réfugiés ont interdiction de quitter l'île.

Lesbos a été placée en état d'urgence sanitaire, car parmi les résidents du camp de Moria, 35 personnes ont déjà été déclarées positives au Covid-19 la semaine dernière, sur les 2 000 testées du centre d'accueil de migrants et réfugiés. Aujourd'hui, la plupart errent dans la nature, mais le gouvernement assure qu'il les retrouvera et les placera en isolement. Pour le moment, huit ont été interceptées.

Concernant l'accueil des migrants, après s'être félicité d'avoir désengorgé Moria de plus de 7 000 résidents depuis le début de l'année, le gouvernement s'est engagé à construire un « centre fermé, plus contrôlé et mieux organisé »,

selon Notis Mitarakis, le ministre de l'Immigration, qui s'est exprimé mercredi soir depuis Lesbos. « Le centre de Moria, tel que nous le connaissons, ne peut continuer à exister ou être reconstruit à l'identique ». Dans un message sur Twitter, le premier ministre Kyriakos Mitsotakis, pour sa part, affirme que la situation de Moria ne peut plus perdurer, c'est « une question de santé publique, humanitaire et de sécurité nationale ». Les secours se sont organisés pour héberger, sur un navire amarré au port de Mytilène, 1 000 des 3 500 demandeurs d'asile. D'autres ont été placés dans des centres désinfectés de l'île, en attendant d'être fixés sur leur sort. Les ONG sont aussi en état d'alerte. La plupart craignent que les tentes à usage provisoire, distribuées par les autorités, ne s'installent de manière permanente. ■



90 % du camp de Moria, sur l'île de Lesbos, où vivaient plus de 12 000 migrants, a été détruit par l'incendie. ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS

Berlin pousse l'UE à l'accueil des migrants

PIERRE AVRIL [pavril@lefigaro.fr](#)
CORRESPONDANT À BERLIN

À BERLIN, en matière de politique migratoire, solidarités allemande et européenne vont souvent de pair. Mais pour le maire de Rottenburg, cette heure a enfin sonné après l'incendie du camp de réfugiés de Moria, et ceci quelles que soient les obligations respectives. « Il est évident que la situation exige une aide urgente et nous poussons à ce que l'Allemagne mais aussi l'Union européenne prennent leurs responsabilités, soutiennent la Grèce et accueillent les réfugiés dans de bonnes conditions », lance le maire de cette petite ville du Bade-Wurtemberg, dont une délégation avait justement visité l'île de Lesbos en février dernier. Voici plusieurs mois que l'édile de Rottenburg exprime, notamment au Figaro, le souhait de sa commune d'accueillir plus de migrants, et ceci au nom de la morale chrétienne. Et reproche au ministre de l'Intérieur, Ernst Seehofer, de s'opposer à sa démarche.

Au lendemain de l'incendie de

Moria, c'est une coalition de responsables politiques en colère qui demande des comptes au puissant ministre issu de la démocratie chrétienne bavaroise. L'intéressé s'est longtemps opposé à la politique libérale d'Angela Merkel, initiée en septembre 2015. Et, invoquant des raisons d'équité fédérale, se voit reprocher de freiner les initiatives humanitaires des dirigeants locaux, toutes étiquettes confondues, de Berlin à Cologne, en passant par Düsseldorf et Hambourg. « Les images de Moria sont bouleversantes. Ces hommes ont tout perdu et une aide humanitaire urgente est nécessaire » a plaidé le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Armin Laschet. Ce dirigeant de la CDU, qui fait partie des favoris à la succession d'Angela Merkel, s'est déclaré prêt à accueillir mille réfugiés issus de l'île grecque.

Les Verts, les libéraux, la gauche radicale (die Linke) ainsi qu'une partie des sociaux-démocrates critiquent avec virulence une politique migratoire jugée trop timorée, bien que le pays ait accueilli

plus d'un million de réfugiés en cinq ans. L'AFD en revanche voit dans la tragédie de Lesbos le fruit d'une politique allemande qu'elle juge trop accueillante et qu'elle accuse d'avoir créé un appel d'air. Cette situation, et en particulier la peur française de l'extrême droite, place le gouvernement d'Angela Merkel dans l'embarras. Elle expliquerait, selon Paris, la réticence de l'allié allemand, qui préside l'UE, à pousser, à Bruxelles, en faveur d'un accord communautaire de répartition des demandeurs d'asile. Cette interprétation est rejetée à Berlin d'autant que l'Allemagne fut l'un des premiers pays à accueillir des jeunes enfants malades venus de Lesbos. Dans les faits

le ministre de l'Intérieur ne cesse d'appeler l'UE à la solidarité excitant à l'inverse de la générosité allemande.

Politique plus solidaire

Hier, Ernst Seehofer a de nouveau rejeté les demandes des communes et des régions, visant à conduire une politique plus décentralisée d'accueil des réfugiés. En revanche, la polémique est de nature à nourrir son argumentaire en faveur d'une politique plus solidaire. « Il est pathétique que l'UE soit restée les bras croisés jusqu'à ce que cette tragédie se produise à Moria », accuse le ministre des Réfugiés de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le libéral Joachim Stamp,

qui défend d'ordinaire une ligne assez ferme. « Nous devons déterminer au plus vite comment nous pouvons soutenir la Grèce », et parmi ces aides, figure « une répartition entre pays de l'UE prêts à accueillir des migrants », a tweeté pour sa part le ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Heiko Maas. Sa compatriote, présidente de la commission européenne, Ursula von Leyen, s'est dite prête à « aider les États membres ». L'exécutif communautaire est censé présenter d'ici à la fin septembre un pacte sur la migration et l'asile plusieurs fois repoussé. Après l'incendie de Lesbos, beaucoup d'Allemands estiment qu'il y a urgence. ■

1 million de réfugiés ont été accueillis par l'Allemagne depuis 2015

Loukachenko décapite l'opposition biélorusse

Après l'arrestation des dernières figures de la contestation, l'inquiétude monte sur le sort de l'écrivain Svetlana Alexievitch.

ALAIN BARLUET [@abarluet](#)
CORRESPONDANT À MOSCOU

EUROPE Une figure de l'opposition qui déchire son passeport, pour ne pas être expulsée de son propre pays. Ce geste, courageux et spectaculaire, a frappé les esprits. Des témoignages ont permis de reconstituer la scène, assez rocambolesque, provoquée par Maria Kolesnikova, actuellement incarcérée à Minsk.

Lundi matin, M^{me} Kolesnikova, 38 ans, seul membre du « trio » féminin de l'opposition encore présente en Biélorussie, marche seule dans le centre de Minsk, lorsqu'elle est poussée dans une camionnette par des hommes en civils et encagoulés. Son téléphone ne répondant plus, son équipe s'efforce de la localiser et suspecte immédiatement un enlèvement.

Deux de ses proches, Anton Rodnenkov, l'attaché de presse du Conseil de coordination de l'opposi-

tion, et Ivan Kravtsov, un haut fonctionnaire de la Cour constitutionnelle, se rendent au domicile de Maria Kolesnikova. C'est là qu'ils sont « cueillis » par des agents du KGB local. Les deux hommes sont longuement interrogés et menacés de graves ennuis judiciaires s'ils ne quittent pas le pays. On exige d'eux qu'ils convainquent l'opposante de faire de même. Tous les trois sont conduits manu militari par la route vers l'Ukraine.

Passé le poste-frontière biélorusse, et avant de pénétrer en territoire ukrainien, Maria Kolesnikova et ses deux amis sont mis dans une voiture. Leurs passeports sont sur les sièges et les portes verrouillées de l'extérieur. Mais tandis qu'un des opposants prend le volant, M^{me} Kolesnikova, assise à l'arrière, déchire soudainement son document d'identité et s'extirpe du véhicule par la fenêtre. Elle rebrousse alors chemin à pied vers le poste-frontière biélorusse où elle est à nouveau arrêtée.

« Ils ont tenté de nous bloquer la route avec un minibus mais nous l'avons contourné et, constatant que Maria était aux mains de la police, nous avons accéléré », racontera Anton Rodnenkov, une fois arrivé à Kiev avec Ivan Kravtsov. « Les policiers étaient furieux de voir leur scénario être réduit à néant », expliqueront-ils aussi. Selon eux, les autorités souhaitaient par-dessus

L'opposante Maria Kolesnikova (ici lors d'une manifestation le 30 août à Minsk) a de nouveau été arrêtée après une tentative avortée d'expatriation vers l'Ukraine par les autorités biélorusses. TUT BY/VIA REUTERS



tout que cette expulsion apparaisse comme un départ délibéré.

Mercredi, le père de Maria Kolesnikova a confirmé que sa fille était incarcérée à Minsk. Son avocat a pu lui rendre visite et a indiqué qu'elle était accusée, comme d'autres membres du Conseil de coordination de l'opposition, de « tentative de prise du pouvoir ». La France a condamné dans un communiqué les « arrestations injustifiées, les récentes expulsions forcées de plusieurs membres du Conseil de coordination » et réclame que la situation de M^{me} Kolesnikova soit « pleinement clarifiée ».

Protection symbolique

Méthodiquement, les têtes d'affiche de l'opposition biélorusse sont donc éliminées unes à unes de la scène publique, arrêtées ou poussées à quitter leur pays, par le pouvoir d'Alexandre Loukachenko. Le juriste Maxime Znack, l'une des dernières figures encore en liberté, a

été interpellé mercredi matin par deux hommes masqués.

Tous les regards sont maintenant tournés vers la plus célèbre des personnalités incarnant l'opposition, la Prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch. Mercredi dans la matinée, elle a appelé des journalistes pour leur dire que des policiers en civil étaient en bas de son immeuble et qu'elle craignait d'être arrêtée. Six ambassadeurs, tous de pays membres de l'Union européenne (Allemagne, Lituanie, République tchèque, Pologne, Slovaquie, Suède), se sont rendus à son appartement pour lui manifester leur solidarité et la mettre sous leur protection symbolique. « Nous ne préparons pas un coup d'État. Nous voulons éviter une scission dans notre pays. Nous voulons qu'un dialogue s'instaure dans la société », a déclaré l'écrivain dans un texte publié sur le site du Pen Club biélorusse dans lequel elle déplore aussi le « silence » de l'intelligentsia russe. ■